



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/SM/18
20 août 1974

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Groupe de travail sur les méthodes, l'organisation
et le contenu des enquêtes sur les ménages

Addis-Abéba, 2-10 septembre 1974

**QUELQUES ENSEIGNEMENTS QUI SE DEGAGENT DES ENQUETES
SUR LES MENAGES REALISEES EN AFRIQUE**

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1 - 5
Quelques enseignements utiles qui se dégagent des enquêtes sur les ménages réalisées	6
La notion d'opération à objets multiples et son appli- cation dans les enquêtes sur les ménages réalisées en Afrique	7 - 34
Création d'organismes permanents d'enquêtes sur le terrain	35 - 36
Arrangements concernant les opérations sur le terrain et évaluation de la fiabilité des données	37 - 40
Observations finales	41 - 42
Annexe : Enquêtes par sondage sur les ménages réalisées dans les pays d'Afrique	

Introduction

1. Le présent document donne un bref aperçu de certains enseignements qui se dégagent des enquêtes sur les ménages réalisées dans la région africaine depuis 1960, en ce qui concerne le champ des sujets étudiés et certains aspects des opérations d'enquêtes proprement dites; les questions relatives à l'organisation du sondage sont abordées dans une étude approfondie qui fait l'objet du document du secrétariat intitulé "Les méthodes d'enquêtes et leur adaptation en vue des enquêtes à objets multiples sur les ménages" (E/CN.14/SM/17) et une liste détaillée des enquêtes sur les ménages intéressant à la fois les domaines démographiques et économiques, qui ont été réalisées dans la région depuis 1950, figure dans le document intitulé "Principales caractéristiques des enquêtes sur les ménages réalisées en Afrique".

2. Dans un document antérieur de la CEA^{1/} on a présenté différentes enquêtes sur les ménages réalisées dans 18 pays africains en voie de développement au cours des années 60, en étudiant dans chaque cas le plan de sondage, les définitions et classifications utilisées, les arrangements concernant les travaux

^{1/} Les enquêtes économiques sur les ménages en Afrique (E/CN.14/NAC/53), novembre 1972.

sur le terrain et l'enregistrement, la teneur des questionnaires, etc.. De Depuis l'établissement de ce document, relativement peu d'enquêtes sur les ménages ont été organisées dans la région africaine, et ceci essentiellement pour deux raisons : l'insuffisance des fonds et des ressources en personnel nécessaires pour les enquêtes sur les ménages, surtout dans des pays qui ne disposent pas d'organismes permanents pour les opérations d'enquêtes et les efforts que déploient les pays de la région depuis le début des années 70 pour organiser des recensements de la population et de l'agriculture dans le cadre du programme mondial visant à améliorer les statistiques de base. On indique ci-après quelques enquêtes économiques sur les ménages réalisées depuis 1970 : 1) Maroc - enquête nationale sur la consommation des ménages (1970/71); 2) Ethiopie - enquête économique nationale sur les ménages (1972/73); 3) Ghana - enquête nationale sur le budget des ménages (1974, en cours d'exécution); 4) Botswana - enquête nationale sur la répartition des revenus (1973/74); 5) Nigéria - enquête économique annuelle continue en milieu rural, etc.. En outre, plusieurs pays envisagent de procéder à des enquêtes sur le budget des ménages au cours des prochaines années : Egypte (enquête prévue pour 1974), République centrafricaine (projet à l'étude, qui doit bénéficier de l'assistance d'experts de l'ONU); Togo... Le nombre des pays ayant entrepris d'organiser des enquêtes économiques sur les ménages est donc, dans la mesure où le secrétariat de la CEA en a connaissance, relativement petit.

3. En ce qui concerne les enquêtes démographiques par sondage que les pays de la région ont organisées depuis 1970, la situation est quelque peu meilleure^{3/}. Le nombre de pays rentrant dans cette catégorie est nettement plus élevé, et ceci essentiellement pour deux raisons : l'organisation, dans quelques pays, d'enquêtes par sondage postérieures au dénombrement et la possibilité d'obtenir pour les activités de ce genre un concours financier du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Au nombre des pays ayant procédé à une enquête démographique on relève les suivants :

- 1) Egypte : Enquête par sondage sur la fécondité et les statistiques du mouvement naturel de la population (prévue);
- 2) Maroc : Enquête démographique nationale par sondage (régionale) de 1972, qui portait sur 0,66 p. 100 de la population totale, l'échantillon étudié étant de 100 000 habitants;
- 3) Ethiopie : Enquête démographique organisée au titre du deuxième passage de l'enquête nationale par sondage (1968-1971) et des passages ultérieurs de cette enquête;
- 4) Kenya : Enquête démographique par sondage de 1973, qui portait sur la population totale de sept districts de la région centrale et sur quatre des tribus les plus importantes;
- 5) Malawi : Enquête sur l'accroissement démographique de 1970-1972, l'échantillon étudié - 7 500 ménages;
- 6) Lesotho : Enquête démographique de 1971, échantillon étudié - 100 000 habitants;
- 7) Burundi : Enquête démographique nationale de 1971/72 (enquête pilote);

2/ Renseignements obtenus par la CEA à l'aide de la circulaire du 9 août 1973, à laquelle ont répondu 10 pays africains.

3/ Le présent passage est fondé sur la partie A du document intitulé "Principales caractéristiques des enquêtes sur les ménages réalisées en Afrique" (E/CN.14/SM/19); les renseignements utilisés ont été communiqués par le Centre des programmes de population de la CEA.

- 8) Gabon : Enquête démographique nationale à passages multiples sur l'accroissement démographique de 1970; échantillon étudié - 15 000 ménages;
- 9) Nigéria : Enquête démographique de 1972/73 - doit avoir lieu après le recensement de la population;
- 10) Ghana : Enquête démographique à un seul passage de 1972, échantillon étudié - 425 000 personnes;
- 11) Dahomey : Enquête démographique post-censitaire par sondage prévue pour 1974; échantillon - 240 000 ménages;
- 12) Sénégal : Enquête démographique rétrospective à un seul passage de 1970/71; échantillon - 150 000 personnes;
- 13) Haute-Volta : Enquête nationale démographique par sondage de 1972/73;
- 14) Libéria : Enquête nationale sur l'accroissement démographique : échantillon - 70 000 personnes; enquête continue depuis 1969;
- 15) République-Unie de Tanzanie : Enquête démographique nationale 1973 réalisée par l'Université de Dar es-Salaam (service de démographie); échantillon - 64 000 ménages.

4. Si dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et dans celle de l'Afrique de l'Ouest, pas moins de six pays ont procédé à des enquêtes démographiques par sondage depuis le début des années 70, les résultats de ces opérations n'ont que rarement été publiés jusqu'à présent. Il en est de même pour les enquêtes par sondage sur les ménages ainsi que pour les recensements de la population et de l'agriculture. Le nombre de pays de la région qui ont réalisé ou qui envisageaient de réaliser des enquêtes démographiques par sondage (15 comme on l'indique ci-dessus), est plus élevé que le nombre de pays qui ont recensé leur population entre 1970 et 1973 (12) 4/.

5. Dans les sections suivantes du présent document, on se propose de donner un bref aperçu de quelques-uns des enseignements les plus intéressants qui se dégagent des enquêtes sur les ménages réalisées en Afrique, d'étudier la mesure dans laquelle la notion d'enquêtes à objets multiples sur les ménages peut être appliquée dans les conditions actuelles de l'Afrique, de fournir des précisions sur la façon dont cette notion a été effectivement utilisée dans les pays de la région et d'examiner la nécessité concomitante de mettre sur pied un organisme permanent d'enquêtes sur le terrain. En outre, on abordera aussi certains aspects pratiques des opérations d'enquêtes tels que les arrangements concernant l'enregistrement et la longueur de la période pendant laquelle on rend des visites aux ménages.

Quelques enseignements utiles qui se dégagent des enquêtes sur les ménages réalisées

6. Sous les rubriques qui suivent on essaiera de récapituler quelques-unes des leçons les plus utiles qui se dégagent des enquêtes sur les ménages réalisées dans la région africaine au cours des années 60 et depuis 1970 :

-
- 4/ Maroc, République arabe libyenne et Soudan en Afrique du Nord; Ghana, Togo, Guinée, Gambie et Nigéria en Afrique de l'Ouest; Gabon et Guinée équatoriale en Afrique du Centre; Maurice et Botswana en Afrique de l'Est.

- a) L'un des défauts les plus graves qui entachent les programmes nationaux de rassemblement de données à l'aide d'enquêtes sur les ménages a été le manque de coordination entre les différents types d'enquêtes et l'absence de toute intégration dans un système commun de statistiques grâce à l'emploi du cadre de référence que peuvent fournir un système de comptabilité nationale ou un système de statistiques démographiques et sociales 5/. Ce manque de coordination et d'intégration est à l'origine de toute une série de problèmes relatifs à la portée des données et à leur interprétation. Souvent ces enquêtes ont été exécutées d'une manière isolée et sporadique et procédaient d'efforts peu cohérents; les notions, définitions et classifications utilisées dans les différentes enquêtes n'étant pas communes, l'intégration et l'interprétation ultérieures des données sont difficiles, sinon impossibles. Ce manque de cohésion tendait aussi à accroître indûment le coût unitaire des renseignements obtenus. Ces constatations ne s'appliquent pas à tous les pays de la région; mais le nombre de pays faisant exception est relativement peu élevé;
- b) Les recensements de la population bien préparés et bien exécutés au cours desquels on délimite avec précision les districts de dénombrement fourniraient la meilleure base de sondage pour les enquêtes sur les ménages; cette constatation s'applique à la fois aux enquêtes démographiques et sociales et aux études du budget, de la consommation et de la nutrition de ménages. Or, par le passé, plus de la moitié des pays de la région ont été dans l'impossibilité de tirer parti de cet avantage, parce qu'ils n'avaient pas recensé l'ensemble de la population ou qu'ils n'avaient pas défini avec précision les limites des districts de dénombrement. Dans un grand nombre de pays de la région on s'est donc souvent servi de deux genres de base de sondage, à savoir les îlots d'habitations dans les villes et les subdivisions administratives dans les campagnes 6/. Dans tous ces cas, on a procédé au dénombrement des ménages dans les îlots ou les subdivisions administratives retenues afin de se procurer une base de sondage pour l'étude des ménages. A ce propos on a constaté que le dénombrement préalable des ménages en fonction de certaines caractéristiques telles que le niveau approximatif des revenus, l'effectif du bétail, la superficie de l'exploitation agricole cultivée, la profession et la branche d'activité économique du chef de ménage, etc. pouvaient servir de variable de stratification pour le choix des unités de sondage de dernier degré, les ménages;
- c) Les considérations théoriques et l'expérience pratique indiquent que les enquêtes à objets multiples sur les ménages, y compris celles sur les caractéristiques démographiques, quelle que soit leur fréquence, ne peuvent remplacer un recensement de la population bien organisé, qui continue à être le seul moyen d'obtenir des données-répères;

5/ En appliquant de préférence le Système de comptabilité nationale des Nations Unies (Séries F, n° 2, Rev. 3, 1970) ou le système exposé dans le document intitulé "Towards a System of Social and Demographic Statistics" (Preliminary version) (ST/STAT/68), de juillet 1973; cette question a déjà été évoquée dans le document intitulé "Besoins en données sur les ménages" (E/CN.14/SM/13).

6/ Les enquêtes économiques sur les ménages en Afrique, op. cit., par. 18 à 20.

- d) Les pays de la région africaine se rendent de mieux en mieux compte que les enquêtes à objets multiples sur les ménages présentent de grands avantages par rapport aux enquêtes à objet unique. L'organisation d'enquêtes à objets multiples permet de tirer parti des économies d'échelle et de réduire, par rapport aux enquêtes à objet unique, les frais généraux et les frais de transport par unité d'information obtenue. Cet aspect du problème sera approfondi dans une section ultérieure du présent document;
- e) Les enseignements du passé indiquent que les pays qui se sont dotés d'un organisme national d'enquêtes sur le terrain, qui possède un statut plus ou moins permanent et qui ait de préférence son siège au sein du service central de statistique, sont le mieux placés pour réaliser des programmes intégrés et continus d'enquêtes sur les ménages pour rassembler des données d'ordre démographique, social et économique. Là où ces conditions n'ont pas été réunies et que l'on s'est abstenu d'ouvrir les crédits correspondants pour les opérations sur le terrain, l'exécution de programmes de recensement des données de ce genre sera quasiment impossible. S'ils étaient articulés avec les besoins liés à la planification, à l'élaboration d'une politique rationnelle et à l'administration courante, ces programmes auraient d'autre part pu aboutir à la mise sur pied par étapes d'un tel organisme d'exécution. Cette question est examinée d'une manière approfondie dans le document du secrétariat intitulé "Création d'organismes permanents d'enquêtes sur le terrain" (E/CN.14/SM/14);
- f) Pour ce qui est de la taille de l'échantillon, on a relevé des différences considérables entre les enquêtes démographiques et les enquêtes sur la main-d'oeuvre d'une part et les enquêtes sur le budget du et la consommation des ménages, le rendement agricole et la santé, et d'autre part. Ces différences sont à attribuer à la complexité plus ou moins grande des enquêtes considérées (présentation du questionnaire, nature des opérations, procédés et techniques particuliers employés, etc.). Si l'on veut insérer les différents genres d'enquêtes sur les ménages en un programme à objets multiples, il faudra tenir compte de tous ces facteurs pour échelonner d'une manière satisfaisante les différentes opérations;
- g) La présentation des questionnaires utilisés dans les enquêtes sur les ménages pose un autre problème, la nature des questions comprises dans les programmes d'enquêtes des pays d'Afrique variant considérablement d'un pays à l'autre. Cette constatation s'applique davantage aux enquêtes économiques et sociales (autres que les enquêtes démographiques) qu'aux enquêtes démographiques. Pour obtenir une meilleure comparabilité entre les pays de la région, il paraît donc nécessaire d'uniformiser la teneur des questionnaires utilisés pour les différents types d'enquêtes sur les ménages. Aux fins de démonstration, un groupe de travail africain ^{1/} a mis au point un questionnaire

^{1/} Rapport du groupe de travail sur les statistiques du secteur des ménages (E/CN.14/586), avril 1973.

type destiné aux enquêtes économiques sur les ménages par qui comprend des parties distinctes sur la composition et les caractéristiques du ménage, les recettes et les dépenses des ménages d'exploitants agricoles, la consommation des ménages, ainsi que la production, le prix de revient et la formation de capital de ces ménages. De même on a tenté de normaliser les questions à poser dans les enquêtes démographiques par sondage ²/;

- h) En ce qui concerne le plan de sondage, des résultats obtenus dans le passé indiquent que dans l'ensemble, la rotation de l'échantillon avec remise partielle convient le mieux aux enquêtes économiques. Si l'on procède de la sorte on évite le mécontentement qui pourrait être causé par le fait que l'on dérange des ménages pendant une période prolongée et on parvient à augmenter au maximum la taille réelle totale de l'échantillon dans des cas où il existe une forte corrélation dans le temps, alors même qu'on puisse affirmer que l'utilisation du même échantillon à des occasions successives présente un certain nombre d'avantages et contribue surtout à améliorer les estimations des variations saisonnières, de la diffusion des revenus, des valeurs annuelles totales pour les différents ménages, et de dégager des résultats plus exacts de questionnaires rétrospectifs, etc.;
- i) En ce qui concerne les moyens utilisés pour le rassemblement des données, il n'est guère possible, dans les conditions actuelles de l'Afrique, de faire un grand usage de questionnaires envoyés par la poste ou de la méthode du livre de compte. Il est absolument nécessaire que les enquêteurs visitent les ménages. La fréquence et la durée des visites dépendront des éléments d'information à réunir. En ce qui concerne les enquêtes sur le budget des ménages, les renseignements relatifs à la production doivent être relevés auprès d'un échantillon assez important de ménages auquel il suffira de rendre environ quatre visites par mois, alors que les renseignements sur la consommation pourront être étudiés à l'aide d'un sous-échantillon de ménages auquel il faudra normalement rendre des visites journalières. Pour les données sur la consommation des différents ménages, la méthode la plus répandue consiste à utiliser une période d'enregistrement d'un mois, mais récemment on a commencé à adopter des périodes plus courtes (sept jours par exemple) pendant lesquelles on effectue une visite par jour. Dans un effort visant apparemment à augmenter la taille de l'échantillon, on a remplacé, lors de certaines enquêtes récentes, les visites quotidiennes par des visites hebdomadaires, voire mensuelles, pendant une période d'une année par exemple. Dans la mesure où les résultats peu concluants qui se dégagent d'études consacrées à cette question qui ont été menées il

8/ Methodology of Demographic Sample Surveys, Etudes statistiques, série M, n° 51, Nations Unies, New York, 1971, p. 23 à 25; Manuel des enquêtes démographiques par sondage en Afrique (document CEA/UNESCO), (E/CN.14/CAS.7/17/Rev.1), novembre 1973, chapitre 5.

Il y a peu de temps dans certains pays africains, peuvent servir de guide^{9/} la période rétrospective d'une semaine peut aboutir à une sous-estimation des dépenses de consommation alimentaire se situant entre 10 et 20 p. 100 par rapport au relevé journalier, et les relevés mensuels peuvent se traduire par une erreur par défaut qui se situe de 20 à 30 p. 100 par rapport aux relevés quotidiens. Etant donné que les dépenses alimentaires occupent une place relativement importante dans la consommation totale du ménage africain moyen (près de 50 p. 100), l'erreur par défaut entachant le niveau "réel" des dépenses de consommation totales obtenues à l'aide des visites hebdomadaires ou mensuelles serait considérable, si on compare ces valeurs aux résultats fournis par des visites quotidiennes. Cette question demande à être examinée plus avant; quoiqu'il en soit, il faut tenir compte de cet élément au même titre que d'autres facteurs pertinents tels que les frais de transport et les moyens de transport disponibles, la taille de l'échantillon nécessaire pour obtenir un certain degré de précision dans les estimations, l'existence d'enquêteurs qualifiés, le niveau d'instruction des personnes interrogées, etc.. Si l'on veut définir compte tenu des conditions existantes la meilleure méthode à utiliser pour les visites dans les ménages;

j) Dans la plupart des pays de la région on continue à ne calculer qu'exceptionnellement l'erreur d'échantillonnage affectant les principaux éléments des estimations établies à partir des enquêtes sur les ménages. Depuis peu on tend cependant dans les publications consacrées aux résultats des enquêtes à fournir des renseignements quelque peu plus complets sur l'importance des erreurs d'échantillonnage. Cette évolution est accueillie avec satisfaction et doit être encouragée. Cependant, pour ce qui est de l'évaluation des erreurs non dues au sondage, ces publications ne contiennent généralement que des renseignements peu élaborés, à l'exception d'une déclaration d'ordre qualitatif sur les sources éventuelles de ces erreurs et les efforts déployés pour les réduire autant que possible. Comme l'évaluation de la fiabilité des données provenant d'une enquête sur les ménages constitue une importante question qu'il faut aborder au moment où l'on prépare l'enquête, il faut attacher à cet aspect du problème tout l'intérêt et toute l'importance qui lui sont dus;

k) L'étude des enquêtes sur les ménages réalisées dans les pays d'Afrique révèle en particulier la lenteur avec laquelle les résultats ont été analysés et finalement publiés. Très souvent d'ailleurs les enquêtes n'atteignent pas le stade de la publication des résultats. En d'autres termes, on ne voit que les moyens déployés, mais aucun résultat. Dans la préparation d'une enquête ou d'un programme d'enquêtes il faut donc aborder en temps utile et énergiquement la question du traitement, de l'analyse et de la publication des résultats.

^{9/} Les enquêtes économiques sur les ménages en Afrique (E/CN.14/NAC/53), op. cit., par. 108 à 111. Voir aussi CEA Information statistique, n° 40, mars 1972 pour deux études consacrées à ce sujet qui ont été réalisées au Botswana et au Malawi respectivement.

La notion d'opération à objets multiples et son application dans les enquêtes sur les ménages réalisées en Afrique

7. La possibilité de recourir aux opérations à objets multiples pour les enquêtes par sondage sur les ménages réalisées dans les pays en voie de développement en général et dans les pays africains en particulier, a été examinée par un groupe de travail africain sur les statistiques du secteur des ménages, qui s'est réuni en octobre 1972. Les conclusions formulées à ce sujet peuvent intéresser le présent groupe de travail et sont donc reproduites ci-après :

"Le Groupe de travail a examiné les sujets autres que ceux qui se rapportaient au revenu et aux dépenses, qui pourraient être considérés lors d'un passage d'une enquête par sondage sur les ménages. Il a été signalé que quelques pays recherchaient outre les renseignements touchant le revenu et les dépenses des informations sur toute une gamme de caractéristiques et d'événements démographiques, ainsi que sur les conditions de logement. En revanche, certains autres pays limitent les informations sur le revenu et les dépenses qu'il faut relever lors d'un passage unique, aux données relatives à la consommation de biens et services et à d'autres dépenses.

"Les participants se sont accordés à estimer que différentes considérations devaient influencer sur la détermination des sujets à considérer lors d'un passage d'une enquête par sondage sur les ménages. D'une part, il est bon de réduire au minimum le nombre de sujets, pour faire en sorte que les enquêteurs aient les qualifications et les compétences nécessaires pour effectuer le dénombrement, que les enquêtes ne soient pas excédées par une longue liste de questions et que l'exploitation et la publication des résultats de l'enquête ne soient pas indûment retardées. D'autre part, en abordant un certain nombre de sujets connexes au cours d'un seul passage, on parvient à réduire les dépenses relatives au choix de l'échantillon, aux déplacements, au dénombrement et à l'inspection des travaux sur le terrain. Certains participants ont estimé que le rassemblement de données sur les dépenses et sur certains éléments du revenu ne devait pas être compliqué par la collecte, lors du même passage d'une enquête par sondage sur les ménages, de données relatives à d'autres sujets.

"Le Groupe de travail a estimé d'un commun accord qu'il était avantageux de créer des enquêtes par sondage permanentes et à objectifs multiples, dont les passages successifs permettraient d'aborder différents thèmes. Ces enquêtes constituent le meilleur moyen d'établir la plupart des statistiques économiques et sociales requises.^{10/}"

8. Le Groupe de travail africain a donc préconisé l'organisation d'enquêtes continues à objectifs multiples sur les ménages, qui prendraient la forme d'un programme intégré d'enquêtes à objets multiples et d'enquêtes à objet unique réalisées lors de passages successifs du programme, l'expression "enquêtes à objets multiples" s'entendant d'une opération qui permet de réunir simultanément des éléments d'information sur deux objets ou plus. A titre de solution

^{10/} Rapport du Groupe de travail sur les statistiques du secteur des ménages (E/CN.14/586), avril 1973, par. 75 à 77.

de rechange, des enquêtes à objets multiples pourraient être réalisées successivement dans différentes divisions administratives pour éviter d'imposer un effort excessif aux services existants 11/.

9. Dans les pays en voie de développement appartenant à d'autres régions des expériences analogues ont été entreprises qui ont abouti à des conclusions similaires 12/. Les principaux avantages attribués aux enquêtes à objets multiples étaient les suivants : i) facilité d'exécution; ii) économies réalisées sur les frais généraux, les déplacements, l'établissement de listes et autres dépenses connexes, ce qui permettrait d'élargir la taille de l'échantillon et d'améliorer le plan de sondage; iii) facilité de mettre les données connexes en tableaux à entrées multiples en vue d'une étude intégrée de la situation socio-économique des ménages. Les principaux inconvénients étaient les suivants : i) compromis inévitables dans le plan de sondage qui réduisaient l'efficacité; ii) questionnaires compliqués et longs interrogatoires qui pouvaient provoquer une résistance de la part de l'enquêté et aboutir à des inexactitudes; iii) retards possibles dans le dépouillement.

10. Les résultats obtenus en Afrique et en Asie ont démontré 13/ que pour mener à bien une enquête à objets multiples, il importe de se doter d'un organisme permanent d'enquêtes par sondage, et de le pourvoir d'un personnel qualifié et expérimenté. "Un organisme de ce genre serait ce qui conviendrait le mieux pour exécuter des enquêtes sur des objets multiples et des études sur le plan de sondage, les méthodes de rassemblement et d'analyses des données, pour mettre au point des méthodes de vérification des erreurs qui ne sont pas dues au sondage, pour répondre aux demandes urgentes de données précises, élaborer et tenir à jour une base de sondage appropriée 14/". On a fait observer que si certains pays de la région de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient n'avaient pas créé d'organes permanents d'enquêtes c'était surtout, semble-t-il, en raison des dépenses initiales qui étaient probablement considérables et de l'existence de diverses institutions s'occupant de différentes enquêtes. En plus des faits mentionnés à l'alinéa a) du paragraphe 6 du présent document (manque de programmes intégrés de rassemblement de données, de systèmes de comptabilité nationale ou d'autres cadres de référence utilisés dans l'établissement de ces programmes) on peut de toute évidence avancer des raisons analogues pour expliquer l'absence d'organismes d'enquêtes permanents dans nombre de pays de la région africaine.

11/ Rapport sur la huitième session de la Conférence des statisticiens africains (E/CN.14/611), mars 1974, par. 256.

12/ Rapport de la onzième Conférence des statisticiens d'Asie (E/CN.11/1057), mars 1973, par. 108.

13/ Voir les notes 11/ et 12/.

14/ Rapport du cycle d'études sur les méthodes de sondage, Tokyo, 1965. Nations Unies, Etudes statistiques, série M, No 42, par. 41.

11. Pour déterminer dans quelle mesure des opérations à objectifs multiples ou à objets multiples 15/ ont été organisées dans les pays de la région africaine, on présente en annexe une liste des enquêtes sur les ménages portant sur des domaines tels que la démographie, l'agriculture, le budget et les dépenses des ménages, la consommation alimentaire et la nutrition, qui ont été réalisées dans les différents pays depuis 1950. Ne figurent pas sur cette liste les enquêtes sur la main-d'oeuvre fondées sur l'étude des ménages, qui ont été assez rarement organisées dans les pays de la région. La liste ne comprend pas non plus les recensements de la population ou de l'habitation et les recensements agricoles par sondage, puisque ces opérations impliquent un dénombrement complet et ne se limitent pas à l'échantillonnage de ménages ou d'individus. De par leur définition, les enquêtes par sondage portant sur les établissements qui sont réalisées pour étudier la production industrielle, la distribution, les entreprises industrielles et commerciales, l'emploi et les gains, etc., ne sont pas comprises parmi les enquêtes sur les ménages.

12. Des renseignements présentés en annexe il ressort que jusqu'à présent les enquêtes à objectifs multiples et les enquêtes à objets multiples ont été organisées assez exceptionnellement dans la plupart des pays de la région. Le Nigéria, l'Ethiopie, la Sierra Leone et le Kenya, sont les principaux pays à avoir adopté la méthode de l'enquête à objets multiples. Celle-ci a été surtout appliquée pour la collecte de données dans les zones rurales de ces pays. Le recours à cette méthode a été imposé par un certain nombre de facteurs dont la cherté des transports qui est due aux distances énormes à parcourir et à la nature accidentée du pays, la très grande étendue du pays où les opérations d'enquêtes doivent être exécutées par un groupe très restreint d'enquêteurs, la nécessité de se procurer un ensemble intégré de données fondamentales destinées à la planification économique, etc.. S'agissant du groupe des pays de langue française, quelques enquêtes réalisées au début de la période considérée en Côte d'Ivoire, au Cameroun et à Madagascar rentrent elles aussi dans la catégorie des enquêtes à objets multiples, alors même qu'elles étaient caractérisées par le fait que le rassemblement des données et l'analyse des résultats ont été organisés au titre de l'assistance technique par des organismes extérieurs et qu'elles ne contribuaient donc pas nécessairement à la mise sur pied ou à l'expansion d'organismes permanents d'enquêtes dans les pays intéressés.

13. On trouvera ci-après des descriptions sommaires des enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples réalisées dans ces pays, en ce qui concerne plus spécialement les éléments d'information à réunir, le plan de sondage et les arrangements concernant les opérations sur le terrain :

a) Ethiopie : Enquête nationale par sondage

14. En Ethiopie l'enquête nationale par sondage qui portait sur 12 des 14 provinces et qui a été réalisée en deux passages en 1964-1967 et en 1968-1971 respectivement, est un bon exemple d'une enquête à passages multiples et à objets

15/ Comme on l'a déjà indiqué au paragraphe 8, les expressions "enquêtes à objectifs multiples" et "enquêtes à objets multiples" ne sont pas synonymes. Un programme d'enquêtes à objectifs multiples peut être composé d'un certain nombre de passages d'enquêtes à objet unique, qui permettent d'aborder successivement, lors de chaque passage, un autre objet, ou bien peut consister en des enquêtes à objets multiples.

multiples réalisée dans les zones rurales. Le pays n'ayant pas encore procédé à un recensement national de la population ou de l'agriculture, il était absolument indispensable de réunir des renseignements sur la population et sur l'agriculture. Lors des visites dans les ménages on a recueilli des éléments d'information sur les sujets suivants :

- i) Caractéristiques démographiques : on a dressé la liste des membres des ménages présents et réuni des données normalement rassemblées lors des recensements en ce qui concerne les naissances et les décès; l'âge au premier mariage, le nombre d'enfants vivants pour les femmes, etc.;
- ii) Bétail et volaille : on a établi une liste du bétail et de la volaille selon l'espèce, l'âge et le sexe, en distinguant les animaux achetés, vendus, abattus, perdus, reçus en cadeau, morts, etc.;
- iii) Endettement rural : prêts contractés, remboursements dûs et versés, origine et objectif du prêt, etc.;
- iv) Utilisation des terres;
- v) Cultures : assolement, calendrier et production, production par genre de cultures, nombre d'arbres, pertes (en pourcentage) dans les champs et en entrepôt, etc.;
- vi) Mode de faire-valoir, travail saisonnier, stockage;
- vii) Régime de propriété (particulière, commune, communale) et régime locatif;
- viii) Mesure de la superficie des champs.

15. Pour le deuxième passage de l'enquête, on a utilisé un échantillon stratifié à deux degrés. L'ensemble du pays (à l'exception des provinces du Balé et de l'Erythrée) a tout d'abord été stratifié en près de 450 "woredas" ou districts, qui sont les divisions administratives du pays. Dans chaque woreda on a dressé une liste à jour de toutes les subdivisions administratives pour s'en servir comme base de sondage du premier degré. En ce qui concerne les woredas comptant moins de 30 subdivisions, on a choisi au premier degré du sondage deux subdivisions avec une probabilité proportionnelle au chiffre de la population tel qu'il a été établi par l'administration, ou, le cas échéant, à un autre ordre de grandeur, ou bien avec une probabilité égale. Quand un woreda comptait 30 subdivisions ou plus, on a tiré deux paires composées de chaque fois deux subdivisions contiguës. Aux fins de l'échantillonnage du deuxième degré, on a dressé la liste complète des ménages résidant dans une subdivision retenue et après avoir procédé à une stratification par catégorie de ménages (propriétaires, fermiers, etc.) on a sélectionné une certaine proportion des ménages pour les étudier plus avant grâce à un échantillonnage systématique de manière à ce que la fraction sondée générale soit de 1 p. 100.

16. Deux enquêtes économiques en milieu rural réalisées l'une en 1967/68, l'autre en 1972/73, qui avaient à peu près la même portée géographique que l'enquête nationale par sondage, ne faisaient pas partie de celle-ci.

b) Nigéria : Enquête économique rurale

17. En plus d'une série d'enquêtes sur le budget des ménages urbains effectuées au cours des années 50 et 60, une enquête économique rurale annuelle de portée nationale est organisée depuis 1963/64. Selon sa conception, cette enquête doit fournir des données fondamentales sur l'ensemble des aspects essentiels de l'économie rurale du pays, tels que les caractéristiques des ménages et leur consommation, le cheptel, les exploitations agricoles et leur production, les prix payés et reçus par les exploitants, etc.. En 1965/66, l'enquête économique rurale a comporté une enquête démographique par sondage à passages multiples qui impliquait l'établissement d'une liste complète des membres du ménage avec indication de leur sexe, de leur âge et de leur état matrimonial. En règle générale, l'enquête annuelle consiste en trois opérations séparées à savoir i) une enquête agricole qui devait fournir des renseignements sur l'étendue de l'exploitation, la superficie des principales cultures, et des estimations de leur rendement obtenu grâce à des mesures effectuées sur "parcelles échantillons" et des données fondamentales sur le mode d'exploitation; ii) une enquête sur l'élevage, devant fournir des renseignements complets et détaillés sur le cheptel par espèces appartenant à des ménages ruraux, c'est-à-dire l'effectif de chaque catégorie d'animal, classé selon le sexe, les naissances, les décès, les abattages, les achats et les ventes; iii) une enquête sur la consommation rurale servant à réunir des données sur la quantité d'aliments de base provenant de la production des ménages qui ont été consommés, sur la quantité et la valeur des aliments achetés, ainsi que sur le prix du marché rural.

18. Pour le choix des unités de sondage (unités de villages et ménages) à étudier on a appliqué un plan de sondage stratifié à plusieurs degrés. A l'aide du chiffre des populations rurales provenant du recensement de 1963, on a stratifié chaque région (c'est-à-dire actuellement les 12 Etats) de la fédération en zones homogènes d'agriculture. A l'intérieur de chaque province d'un Etat on a regroupé des divisions administratives entières et des parties de ces divisions en strates, en calculant pour chaque strate le total général de la population rurale. Pour répartir à l'intérieur de chaque Etat les unités de sondage entre les strates, on s'est référé à la proportion de la population totale résidant dans chacune des strates.

19. Les unités primaires de sondage consistaient en groupes de districts de dénombrement délimités pour le recensement de 1963 et comptaient une population de 1 500 à 3 000 personnes. Ces unités ont été tirées avec une probabilité proportionnelle à la population, le chiffre cumulé de la population d'une division administrative et la liste alphabétique des villages de chaque division étant utilisés comme base de sondage. Dans chaque unité de villages retenue on a dressé la liste complète des ménages (alors que des listes des contribuables adultes avaient été utilisées avant l'enquête de 1965/66); à partir de cette liste, on a choisi au hasard un échantillon théorique de base de 50 ménages. Pour les différentes enquêtes on a constitué des sous-échantillons à partir de l'échantillon de base : les 15 premiers ménages d'agriculteurs (auparavant 30) pour l'enquête sur les exploitations agricoles; les autres ménages d'agriculteurs pour l'enquête sur l'élevage; et 20 ménages choisis dans l'échantillon de base pour l'enquête sur la consommation.

20. Les opérations sur le terrain dans les unités de villages retenues ont été confiées à quelque 500 enquêteurs. Une équipe de deux enquêteurs a été affectée

à chaque unité à étudier (village ou groupe de villages) pendant toute la campagne agricole. Dans l'enquête sur les exploitations agricoles, les renseignements ont été recueillis à l'aide d'entrevues personnelles, de la mesure directe des exploitations et de la pesée de la récolte obtenue sur les parcelles échantillons. Aux fins de l'enquête sur l'élevage, il a été rendu visite aux ménages en juin et en décembre de chaque année. Pour l'enquête sur la consommation, la campagne agricole (mai à avril) a servi de période de référence; chacun des ménages a reçu une visite quotidienne au cours d'une semaine donnée, un mois sur deux durant toute l'année et chaque ménage a donc été étudié chaque année pendant six semaines. On a enregistré chaque jour la consommation des produits de l'exploitation et des produits achetés et on a pesé et mesuré, autant que possible, les quantités consommées, les aliments étant généralement mesurés avant la cuisson.

c) Sierra Leone : Enquête sur les ménages réalisée dans les provinces de l'Ouest, du Nord, de l'Est et du Sud

21. Pour avoir été essentiellement des enquêtes sur le budget des ménages, ces opérations ne s'en sont pas moins apparentées à des enquêtes à objectifs multiples puisqu'elles servaient aussi à réunir des renseignements sur la main-d'oeuvre, les gains et les conditions de logement. Cette enquête qui portait sur les zones urbaines et les zones rurales a été réalisée dans une province après l'autre entre 1966 et 1970. On a eu recours au sondage à trois degrés, les districts de dénombrement, les logements et les ménages constituant respectivement les unités de sondage du premier, deuxième et troisième degré. Pour le choix des unités de sondage du premier degré on a employé comme base de sondage les districts de dénombrement délimités pour le recensement de la population de 1963. Les districts de dénombrement ont été présentés en un ordre géographique et on en a tiré systématiquement un tiers. Dans chaque district de dénombrement retenu, on a établi une liste de toutes les unités de logement, qui indiquait l'emplacement, le type de construction, le nombre de personnes vivant dans l'unité de logement et qui précisait si l'occupant était propriétaire ou locataire. Ensuite on a choisi systématiquement un tiers des unités de logement dénombrées et on a interviewé les ménages qui y vivaient pour réunir des renseignements sur les conditions de logement et la composition des ménages. Ces ménages ont été stratifiés selon le niveau du revenu, l'importance numérique du ménage et la modalité de jouissance; aux fins de l'enquête sur les dépenses des ménages on a tiré un sous-échantillon systématique (se situant entre un quart et un dixième). Les enquêteurs ont rendu des visites à ces ménages tous les jours pendant une semaine et une fois par semaine pendant un mois (dans la province de l'Ouest, les ménages ont été interviewés tous les jours pendant un mois). Douze mois après la première entrevue, on a rendue une nouvelle visite à l'échantillon plus important d'unités de logement qui avaient été constituées à l'origine pour réunir des renseignements sur la composition des ménages et les caractéristiques des membres du ménage; renseignements qui ont permis ultérieurement de dégager des informations sur la population active, les gains, les migrations, etc. 16/.

16/ Au moment de la rédaction du présent document, les résultats de l'enquête portant sur les zones rurales n'étaient pas encore publiés.

d) Kenya : L'enquête dans la province centrale, 1963/64

22. L'enquête réalisée dans la province centrale du Kenya est un autre exemple d'une enquête à objets multiples. Cette enquête portait sur les régions urbaines et les régions rurales de la province. Les bulletins utilisés dans cette enquête ont permis de réunir des éléments d'information sur les sujets suivants :

<u>Bulletins utilisés</u>	<u>Fréquence</u>
- Composition des ménages et superficie des terres possédées et exploitées .	Une fois (établissement de la liste préliminaire)
- Caractéristiques des ménages, logement, terres possédées et données à bail, actifs et prêts	Trois fois (passages 1 à 3)
- Logement, santé, activité économique .	Une fois (troisième passage)
- Migrations	Une fois (troisième passage)
- Production, ventes (agricoles et non agricoles), emploi, dépenses des entreprises familiales	Relevés quotidiens (2x28 jours)
- Consommation et dépenses alimentaires .	Relevés quotidiens (2x28 jours)
- Emploi, durée du travail	Relevés quotidiens (1x28 jours)
- Production, ventes, matières utilisées dans l'entreprise, recettes diverses .	Relevés bi-mensuels
- Dépenses de consommation	Relevés bi-mensuels
- Utilisation des terres et estimations de la production pour la dernière campagne	Une fois

23. Pour l'enquête rurale, les ménages ont été choisis au moyen d'un plan stratifié à deux degrés et à deux phases, avec stratification au deuxième degré et un échantillonnage systématique à probabilité égale à chacun des degrés. Tout d'abord les 479 sous-localités (la plus petite unité administrative) appartenant aux cinq divisions administratives de la province ont été regroupées en 535 unités primaires de sondage ayant une population approximativement égale, dont 45 ont été tirées systématiquement après que les unités primaires avaient été présentées dans un ordre géographique continu. On a dressé une liste de tous les ménages dans ces 45 unités de sondage primaires retenues et on les a regroupés en trois strates selon la taille de l'unité de l'exploitation. Dans cette liste, on a tiré un échantillon systématique du deuxième degré, la fraction de sondage variant d'une strate à l'autre. Dans l'ensemble, 1 080 ménages ont été retenus qui représentaient près de 0,4 p. 100 de la population de la province. Un plan de sondage plus simple a été appliqué dans les zones urbaines de la province.

24. Les ménages désignés dans les régions rurales ont été interviewés toutes les deux semaines pendant la période allant de mars 1963 à février 1964, les comptes établis portant ainsi sur 12 mois et sur deux campagnes agricoles. Lors de chaque visite, on a demandé aux ménages de fournir des renseignements sur la production, les ventes, les achats et les autres opérations économiques réalisés au cours des 14 jours précédents. En outre, à deux reprises pendant la période de l'enquête (à un intervalle de six mois) chaque ménage a fait l'objet des visites quotidiennes pendant quatre semaines et on dispose ainsi de relevés journaliers pour près de huit semaines. Ces visites quotidiennes avaient pour

objet principal de vérifier le degré de confiance à attribuer aux relevés bi-mensuels et de réunir des renseignements précis sur la consommation alimentaire. Au début, au milieu et à la fin de la période d'enquête d'une année, on a rassemblé des renseignements d'ordre général sur la composition du ménage, la profession de ses membres, leur âge, la superficie des différentes cultures, l'effectif du bétail, etc.. Lors de la dernière de ces trois visites, on a posé des questions supplémentaires sur le logement, la santé, les migrations, l'emploi, etc.. Vers la fin de la période de l'enquête, on a mesuré toutes les parcelles cultivées par les ménages afin d'étudier l'utilisation du sol et de vérifier la superficie totale qui avait été indiquée auparavant par les ménages. De même, pour faciliter la correction d'erreurs systématiques qui auraient pu affecter les registres de la production et des ventes pour certaines cultures, on a demandé aux ménages, entre avril et octobre 1963, de donner également des renseignements sur leur production agricole totale et sur les ventes de produits agricoles.

25. On croit savoir que depuis l'exécution de l'enquête portant sur la province centrale des versions simplifiées d'enquêtes à objets multiples ont été appliquées dans d'autres provinces, mais on ne dispose pas à l'heure actuelle de renseignements précis sur les efforts déployés dans ce domaine.

e) Côte d'Ivoire : Enquête socio-économique régionale, 1962-1964

26. Des enquêtes socio-économiques régionales à objectifs multiples ont été réalisées dans les régions de Bouaké, de Man et de Korhogo en 1962/63 et dans les régions de Daloa-Cagnoa, d'Odienne-Seguela et du Sud-Est en 1963/64 par des organismes de recherche privés étrangers. Dans le cadre de chacune de ces études régionales on a effectué les enquêtes statistiques suivantes : i) enquête démographique; ii) enquête agricole, visant à collecter des éléments d'information sur les structures, la superficie des cultures et le rendement; iii) enquête sur le budget des ménages. On ne possède que peu de renseignements sur le plan de sondage et les arrangements concernant les travaux sur le terrain. Des échantillons distincts paraissent avoir été utilisés pour chacun des trois éléments de l'enquête. On a fait un grand usage des résultats de ces enquêtes pour l'élaboration d'études socio-économiques régionales et en particulier pour la construction de comptes et de tableaux entrées-sorties régionaux (tableaux entrées-sorties régionaux pour les régions de Man, de Bouaké et de Korhogo établis en 1963 et pour la région du Sud-Est en 1964; il s'agit toujours de tableaux 26 x 27). Ces enquêtes n'ont pas eu de répercussions sensibles sur le développement des statistiques en Côte d'Ivoire, puisqu'elles n'ont pas été répétées depuis 1964.

f) Madagascar : Enquête sur le budget et la consommation alimentaire des ménages ruraux, 1962

27. L'enquête rurale portait sur l'ensemble de grappes de population comptant moins de 2 000 personnes, soit environ 87 p. 100 de la population totale de Madagascar. Les opérations sur le terrain ont été effectuées entre 1961 et 1963, à l'aide d'un peu plus de 100 agents locaux. On a constitué un échantillon du premier degré de 1 000 villages dont 992 ont été effectivement étudiés, 5 073 ménages formant l'échantillon du deuxième degré.

28. Pour avoir été essentiellement une enquête sur le budget et la consommation alimentaire des ménages ruraux, cette enquête n'en était pas moins une opération à objets multiples dans le sens qu'elle servait aussi à recueillir des éléments d'information sur les caractéristiques démographiques et la fécondité. Le questionnaire sur la composition du ménage comprenait une liste de tous les membres du ménage, et indiquait les liens avec le chef de famille, l'année de naissance, le groupe ethnique, l'état matrimonial, la résidence et l'activité principale et secondaire. En outre, on a posé aux femmes d'au moins 15 ans des questions sur le nombre de mariages, les naissances, les enfants mort-nés, les grossesses et les enfants vivants et réuni auprès d'elles des renseignements sur le sexe et l'âge des enfants nés au cours des années de l'enquête (1961 et 1962) etc.. Faute de données recueillies à l'aide d'un recensement de la population d'envergure nationale, on a dû recourir à la partie démographique de l'enquête pour se procurer, en ce qui concerne la population rurale, d'estimations concernant la composition par sexe et par âge, l'état matrimonial, la stabilité des mariages, la fécondité et le taux d'accroissement naturel de la population, la mortalité infantile, l'importance numérique des ménages ruraux, la répartition des ménages ruraux selon la catégorie socio-économique du chef des ménages et le genre d'activités économiques, etc..

29. Il convient de signaler que les enquêtes ultérieures et surtout l'enquête réalisée en 1968/69 à Tananarive et dans quatre zones rurales, ne portaient que sur le budget et la consommation des ménages et qu'il ne s'agissait donc pas d'opérations à objets multiples.

g) République-Unie du Cameroun : Enquête sur le niveau de vie, 1960-1965

30. Relèvent de cette catégorie les enquêtes à objectifs multiples réalisées dans le Nord-Cameroun entre 1960 et 1962, dans l'Adamaoua et au sud de la Benoué entre 1961 et 1964 et dans la région cacaoyère centrale entre 1962 et 1965. Chacune de ces opérations consistait en i) une enquête démographique qui avait toujours lieu bien avant les autres éléments de l'opération et ii) en une enquête sur le niveau de vie qui portait essentiellement sur la consommation et le budget des ménages. Il s'agissait d'enquêtes à objet unique qui étaient réalisées séparément mais qui faisaient partie d'un seul projet à objectifs multiples. Les échantillons dont on s'est servi pour les deux éléments de l'enquête à objectifs multiples étaient différents et il existe aucun rapport entre les questionnaires utilisés. Les éléments d'information relevés lors des enquêtes démographiques portaient sur la composition par sexe et par âge de la population, la religion, les naissances et les décès et le taux d'accroissement naturel de la population, etc.. Le plan de sondage utilisé pour ces enquêtes démographiques variait légèrement selon la région considérée. Par exemple, au Nord-Cameroun, la population a été groupée en dix strates, selon trois critères, à savoir la géographie, l'ethnie et l'agriculture. A l'intérieur de chaque strate, on a regroupé les villages en unités primaires de 300 habitants environ; on a tiré au hasard un échantillon d'unités primaires dont on a dénombré la population. La population dénombrée représentait près de 4 p. 100 de la population estimative. Dans les questionnaires utilisés, on a établi une distinction entre les personnes normalement résidents, les personnes effectivement présentes et les visiteurs, afin d'obtenir une estimation de la population de fait et de la population de droit. Un schéma analogue a été utilisé dans l'enquête démographique réalisée dans les régions du Centre et de l'Est en 1962 (c'est-à-dire dans une zone comprenant la région cacaoyère centrale). Les villes ont été regroupées

en une seule strate urbaine. Les zones rurales ont été divisées en neuf strates, dont chacune a été subdivisée en deux strates secondaires, l'appartenance ethnique et les caractéristiques agricoles servant de critère pour la stratification. En ce qui concerne les caractéristiques agricoles, on s'est servi des catégories suivantes : zones cacaoyères, zones caféières et zones de savane. L'enquête démographique devait servir de base à une enquête agricole ultérieure.

31. Dans l'enquête sur le niveau de vie à Yaoundé réalisée en 1964/65, on a rassemblé des renseignements sur le logement, les caractéristiques démographiques ainsi que sur le budget et la consommation des ménages. L'échantillon était à deux degrés, les îlots et les ménages servant d'unité primaire et secondaire de sondage. Une description du plan de sondage a déjà été donnée ailleurs ^{17/}. L'opération consistait en i) une enquête démographique servant à réunir des renseignements sur le sexe, l'âge, le groupe ethnique, l'état matrimonial et d'autres caractéristiques sociales connexes telles que la profession, le secteur d'emploi, la durée du chômage, les migrations, etc. et qui a permis de déduire des renseignements sur la fécondité, la mortalité et le taux d'accroissement naturel, etc.; et en ii) une enquête sur le budget et la consommation des ménages, lors de laquelle chaque ménage retenu a été interrogé quotidiennement pendant une période de 30 jours. L'enquête sur le budget des ménages comprenait également un questionnaire sur les activités artisanales du ménage (y compris le petit commerce).

32. D'après les renseignements disponibles, aucune enquête sur le budget des ménages n'a été réalisée dans le pays depuis 1965 alors que la dernière enquête démographique par sondage effectuée a été l'enquête à plusieurs phases de N'Gaoundéré (1965-1967). Beaucoup reste donc à faire dans le domaine des enquêtes sur les ménages si l'on veut combler les lacunes dans les renseignements d'ordre démographique, social et économique.

33. De ce qui précède, il ressort que l'on n'a que rarement eu recours aux enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples pour étudier les ménages dans les pays de la région africaine. Par ailleurs, on ne relève que peu de cas où la méthode de l'enquête à objet unique a été poussée jusqu'au point de ne pas englober d'autres éléments d'information tels que par exemple les caractéristiques générales de ménages dans les enquêtes démographiques ou les enquêtes sur le budget des ménages. On trouvera au tableau 1 les indications sur les sujets abordés dans les enquêtes économiques sur les ménages réalisées dans certains pays d'Afrique.

34. En ce qui concerne le détail des éléments d'information faisant l'objet des questionnaires relatifs à la composition du ménage, au logement, aux postes de recettes et de dépenses, tels qu'ils ont été utilisés dans les enquêtes économiques sur les ménages menées dans différents pays de la région, le lecteur est prié de se reporter au document de la CEA intitulé "Les enquêtes économiques sur les ménages en Afrique" (E/CN.14/NAC/53).

^{17/} Des enquêtes économiques sur les ménages en Afrique (E/CN.14/NAC/53), op. cit., alinéa h du paragraphe 43.

Tableau 2 : Statisticiens en poste (effectif total et effectif des services d'exécution) en 1968/69 au bureau national central de statistique de certains pays d'Afrique

	Total, personnel des services de statistique	Bureaux extérieurs et personnel d'exécution		
		S + M ^{1/}	PE ^{2/}	Total
Maroc	220	24	73	97
République arabe libyenne	175	-	-	-
Tunisie	200
Mauritanie	12	-	-	-
Sénégal	54 ^{3/}	-	-	-
Mali	231	14	140	154
Haute-Volta	87	-	-	-
Niger	68 ^{3/}	-	-	-
Gambie	2	-	-	-
Sierra Leone	86	4	4 ^{4/}	4
Libéria	77	-	-	-
Ghana	565	24	209	233
Nigéria	1 021	3	614	617
République-Unie du Cameroun	92	10	22	32
Togo	37	-	23	23
Congo	45	12	-	12
Zaïre	342	9	169	178
Rwanda	43	-	10	10
Zambie	107	-	-	-
Malawi	179	6	90	96
Madagascar	244	9	154	163
Maurice	28 ^{6/}	-	-	-
République-Unie de Tanzanie	75 ^{6/}	-	-	-
Kenya	279	6	126	132
Somalie	40	-	-	-
Ethiopie	207	5 ^{5/}	80 ^{5/}	85 ^{5/}
Botswana	10	-	-	-
Lesotho	22 ^{6/}	-	-	-
Souaziland	11	-	-	-
Total, 29 pays	4 559	126	1 710	1 836

- 1/ S + M s'entend des cadres supérieurs et moyens.
- 2/ PE s'entend du personnel du bureau, des enquêteurs et des agents des services généraux.
- 3/ Les chiffres se rapportent à 1974, les renseignements pour 1968/69 n'étant pas disponibles.
- 4/ Dans le budget de 1969/70, on a ouvert les crédits nécessaires pour la création d'un petit nombre de postes permanents dans la section des enquêtes sur le terrain.
- 5/ Estimations.
- 6/ Pour 1974, les chiffres correspondants qui sont fondés sur les derniers renseignements communiqués sont de 203 pour la République-Unie de Tanzanie et de 148 pour le Lesotho respectivement, la ventilation est la suivante pour le Lesotho : 12 cadres supérieurs et moyens; 63 enquêteurs et agents de bureau. En revanche, aucune augmentation des effectifs n'a été enregistrée au Malawi et en Haute-Volta entre 1968/69 et 1974.

Création d'organismes permanents d'enquêtes sur le terrain

35. Comme on l'a déjà indiqué dans ce document, la lenteur avec laquelle les pays de la région mettent sur pied des organismes permanents d'enquêtes sur le terrain est due d'une part à l'absence de programmes intégrés de rassemblement de données, c'est-à-dire au fait que les enquêtes étaient conçues et exécutées d'une manière isolée, pour répondre à des besoins particuliers, et d'autre part aux frais initiaux qu'implique la création d'un organisme de ce genre. A cet égard, les renseignements disponibles continuent à être assez incomplets; on présente au tableau 2 pour 29 pays africains l'effectif total du personnel technique en poste dans les bureaux nationaux centraux de statistiques au cours de l'exercice 1968/69 et l'effectif des agents en poste dans les bureaux extérieurs et dans les organismes d'exécution. Ces renseignements ont été dégagés des réponses que 27 pays avaient données au secrétariat de la CEA lors de l'enquête de 1968/69 sur l'organisation statistique et des six réponses reçues jusqu'à présent à une enquête analogue effectuée en 1974. L'interprétation de ces chiffres appelle une mise en garde : tout d'abord, ils se rapportent uniquement au bureau central de statistique des pays et ne comprennent pas les services de statistiques d'autres ministères, etc.; deuxièmement, les chiffres se rapportent à l'année 1968/69 et dans certains des pays étudiés tels que la Gambie, le Lesotho, le Botswana, le Swaziland, etc. on peut s'attendre que les effectifs aient considérablement augmenté depuis cette date. La documentation ainsi réunie n'en donne pas moins une impression générale de la question.

36. Si l'on ne tient pas compte des pays comptant moins de 50 agents d'exécution, on constate que sur les 29 pays étudiés neuf seulement ont créé un organisme permanent d'enquêtes. Pour ces neuf pays, l'effectif moyen employé dans les bureaux extérieurs et dans les organismes d'exécution s'établit à 195 personnes, avec une valeur médiane de 154 agents. En revanche, si l'ensemble des pays possédant des agents affectés à des bureaux extérieurs et à des organismes d'exécution est pris en considération, quelle que soit l'importance des services en question, le nombre total des pays qui se sont dotés d'organismes d'exécution, tels qu'ils figurent au tableau 2, serait de 14, l'effectif moyen étant de 131 personnes avec une valeur médiane de 96 agents. Bien qu'il soit difficile de procéder à des généralisations, on peut supposer qu'un pays africain moyen doit viser à créer un organisme d'exécution qui compte pendant ces premières années de fonctionnement en moyenne une centaine de personnes. Comme on l'a déjà indiqué dans un autre document de la CEA 18/, l'importance de l'organisme d'exécution dépendra d'un certain nombre de facteurs, tels que la nature des enquêtes à réaliser et les caractéristiques des zones géographiques pour lesquelles on souhaite se procurer des résultats significatifs sur le plan statistique, et elle constituera généralement un moyen terme entre les besoins de données et les ressources disponibles.

Arrangements concernant les opérations sur le terrain et évaluation de la fiabilité des données

37. Les problèmes touchant la fréquence des visites dans les ménages et l'évaluation de la fiabilité des données ont déjà été évoqués dans les alinéas i) et j) du paragraphe 6. Cette question sera approfondie ici compte tenu des leçons qui ont été tirées des enquêtes organisées par les pays de la région.

18/ Création d'organismes permanents d'enquêtes sur le terrain (E/CN.14/SM/14).

38. La fréquence des visites que les enquêteurs effectuent présente un grand intérêt pour les enquêtes sur les ménages, qu'elles soient de nature démographique, sociale ou économique. Pour l'essentiel, cette fréquence devra être arrêtée en fonction du type des renseignements recherchés. Ce problème présente un intérêt particulier pour les enquêtes sur le budget et la consommation des ménages, car l'exactitude des résultats obtenus dépendra des dispositions particulières adoptées pour les entrevues. Ainsi par exemple, les enquêteurs peuvent passer dans les ménages chaque jour, une fois par semaine, tous les 15 jours ou une fois par mois voire par trimestre. Lorsque l'on opte pour des visites quotidiennes comme cela est généralement le cas dans des enquêtes sur le budget des ménages réalisées en Afrique, ces visites peuvent avoir lieu sans interruption pendant une semaine, une quinzaine de jours, un mois voire pendant une période encore plus longue. La période de référence pour laquelle on recueillira des renseignements retrospectifs peut varier en fonction de l'élément d'information recherché. La fréquence des visites dépendra aussi de la nécessité éventuelle de prendre des mesures pour déterminer le poids des aliments consommés, la superficie des terres cultivées et le rendement des cultures grâce à des prélèvements effectués sur parcelles-échantillons, etc.. La question de la fréquence des visites tend à prendre une importance de plus en plus grande en Afrique, certains pays de la région ayant tenté dans leurs enquêtes récentes d'augmenter la taille de l'échantillon tout en réduisant la période pendant laquelle des visites quotidiennes sont rendues aux ménages. Ainsi, dans certaines enquêtes, les visites quotidiennes ont eu lieu pendant une semaine et non pas comme le veut la pratique normalement suivie, pendant un mois; dans d'autres, on a effectué une visite par semaine au lieu des visites quotidiennes; dans d'autres cas encore, la formule adoptée comportait un passage dans le ménage par mois au cours d'une période d'une année alors même que dans certains cas extrêmes, les résultats provenaient presque entièrement d'une entrevue unique 19/.

39. Jusqu'à présent les expériences pertinentes acquises en Afrique sont assez restreintes. Du point de vue méthodologique, il faut absolument étudier plus avant les effets que peut avoir sur le plan national l'utilisation de périodes différentes pour les entrevues des ménages, si l'on veut déterminer l'efficacité

19/ Cet exposé est fondé sur les enquêtes ci-après :

- a) Visites quotidiennes pendant une semaine : Enquête nationale de consommation au Maroc (1970/71), des enquêtes analogues réalisées en Algérie (1966-1968), et en République arabe libyenne (1965-1968), en Sierra Leone (1967-1970), au Togo (1964/65), et l'enquête économique rurale en Ethiopie (1972/73);
- b) Visites hebdomadaires : Ghana (Enquête nationale de 1961/62, pendant 3 mois); Lesotho (Enquêtes rurales de 1967/68, pendant une année);
- c) Visites mensuelles : Soudan (1967/68) et République-Unie de Tanzanie (1968/69), pendant une année;
- d) Visites très peu fréquentes : Egypte (Enquête de 1964/65 : 3 visites au total, l'une au début du mois de référence, la deuxième au cours du mois et la dernière visite pendant la semaine suivant la fin du mois de l'enquête); Malawi (Enquête de 1968/69 sur les aires urbaines et les domaines agricoles : un seul passage dans les ménages pour recueillir des données retrospectives sur les dépenses et la consommation alimentaires et les dépenses relatives au chauffage, pendant les sept derniers jours, ainsi que sur l'ensemble des autres dépenses et l'ensemble du revenu au cours de l'année écoulée.

des différentes dispositions pouvant être prises en vue des opérations d'enquêtes proprement dites et les conséquences du "conditionnement", phénomène bien connu, selon lequel la consommation d'un ménage peut se modifier du fait même qu'on l'interroge et l'observe.

40. En ce qui concerne l'évaluation de la fiabilité des estimations obtenues à partir d'enquêtes sur les ménages, les pays de la région sont jusqu'à présent assez peu nombreux à consacrer à cette question une section de leurs publications pertinentes. D'aucuns se sont contentés d'exposer les formules utilisées (ou à utiliser) pour calculer les erreurs d'échantillonnage qui sont dues au plan particulier de sondage appliqué, sans communiquer réellement des chiffres sur les erreurs d'échantillonnage qui affectent les principales estimations élaborées. Dans les rares cas où ces calculs ont été exposés, les indications fournies mettent en évidence une corrélation étroite entre le fait que l'on ait publié des erreurs d'échantillonnage, l'existence d'un organisme permanent d'enquêtes et l'adoption de la méthode des enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples. La raison en est assez évidente. Quand les programmes d'enquêtes sont entrepris sous une forme systématique et méthodique, la meilleure dotation en ressources des organismes centraux de statistiques a fort probablement une influence favorable sur le plan de sondage ainsi que sur l'exploitation de données et la publication des résultats.

Observations finales

41. Dans le présent document on a tenté de cerner quelques-uns des enseignements les plus utiles qui se dégagent des enquêtes sur les ménages réalisées en Afrique. Les avantages et les inconvénients de l'organisation d'enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples et la mesure dans laquelle cette méthode a été appliquée dans les pays de la région ont fait l'objet d'un examen assez approfondi. On a exposé l'intérêt qu'il y a à mettre sur pied des organismes permanents d'enquêtes dans ces pays et les raisons qui expliquent la lenteur de leur création, et on a fourni des indications préliminaires sur l'effectif dont il faut doter, dans un pays africain moyen, un tel organisme d'enquêtes au cours des premières années de son fonctionnement. On a aussi souligné l'importance d'arrêter pour chaque enquête sur les ménages des dispositions "appropriées" concernant les entrevues proprement dites et sur l'opportunité et la nécessité de procéder dans ces pays à des essais d'enquêtes de faible envergure qui, s'ils sont bien conçus et bien organisés, permettent de déterminer la façon dont l'emploi de périodes de rétrospection de longueur différente et l'organisation pendant des périodes de temps différentes de visites quotidiennes continues se répercutent sur l'efficacité de l'opération dans les conditions africaines. En ce qui concerne les enquêtes à objectifs multiples, il a été signalé que ces programmes de rassemblement des données peuvent être réalisés à l'aide d'enquêtes à objets multiples ou par l'organisation de plusieurs passages d'enquêtes à objet unique, chaque passage étant consacré à un domaine important. Récemment on a également suggéré que certaines questions fondamentales communes soient comprises dans les questionnaires utilisés pour l'ensemble des opérations qui font partie d'un programme d'enquêtes à objets multiples.

42. Il est entendu que dans le domaine des méthodes d'enquêtes sur les ménages beaucoup reste à faire dans les pays de la région. Il en est de même pour le contenu de ces enquêtes et de leur organisation. Il faut espérer que les efforts déployés par les pays de la région et par les organismes internationaux et bilatéraux intéressés permettront d'ouvrir pendant les prochaines années une époque d'activité accrue en matière d'enquêtes sur les ménages dans les pays d'Afrique.

Annexe : Enquêtes par sondage sur les ménages^{3/} réalisées dans les pays d'Afrique

Sous-région et pays	Enquêtes à objec- tifs multiples ou à objets multiples	Enquêtes démographi- ques par sondage 1/	Enquêtes agrico- les par sondage 2/	Enquêtes sur le budget des ménages
	(1)	(2)	(3)	(4)
<u>Afrique du Nord</u>				
1. Maroc		1959/60, 1972	Annuelle depuis la fin des années 60 (échantillon de 800 villages)	1959/60, 1970/71 (portée nationale)
2. Algérie		Depuis 1969 (nationale à plusieurs phases)		1959 (2100 ména- ges) 1967/68 (natio- nale)
3. Tunisie		1968/69 (nationale à plusieurs phases)		1960/61 (Tunis) 1965-68 (natio- nale)
4. République arabe libyenne				1962 (ville de Tripoli) 1969 (Tripoli et Benghazi)
5. Egypte		1966 (nationale) Années 70 (prévue, taux de fécondité)	Prélèvement an- nuel des ré- coltes pour cul- tures marchandes et cultures de base, depuis 1966 estimation des superficies cul- tivées à l'aide de photographies aériennes	1958/59 (natio- nale) 1965/66 (natio- nale) 1974 (?) (natio- nale)
6. Soudan		1964-66 (villes de plus de 5000 habitants)		1960/61 (Ouada Halfa); 1963 (Omdurman, Gezi- reh-Managil); 1967-68 (6 pro- vinces du nord)
<u>Afrique de l'Ouest</u>				
7. Mauritanie			1964-65 (zones ru- rales, 160 000 habitants)	
8. Sénégal		1960/61 (nationale) 1964, 1966, 1967 (enquêtes à plusieurs phases dans certaines régions) 1970/71 (nationale, à passage unique)		1957/58 (Vallée du fleuve Sénégal) 1960-61 (Dakar)

Sous-région et pays	Enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples	Enquêtes démographiques par sondage 1/	Enquêtes agricoles par sondage 2/	Enquêtes sur le budget des ménages
	(1)	(2)	(3)	(4)
<u>Afrique de l'Ouest</u> (suite)				
9. Mali		1957 (Delta central du Niger); 1961 (nationale)	Enquêtes agricoles annuelles (élevage, superficies et rendement des cultures etc.)	1957/58 (zone traditionnelle et Office du Niger)
10. Côte d'Ivoire	1962/63 (région de Bouaké, de Man et de Korhogo); 1963/64 (régions de Daloa-Gagnoa, d'Odienné-Segoula et du Sud-Est); dans chaque région les opérations comprenaient une enquête démographique, une enquête agricole, une enquête sur le budget des ménages	1957/58 (nationale); 1963/64 (Abidjan, enquête à plusieurs phases sur les migrations)		Abidjan (1956, 1963/64); Régions de Bongouano (1955/56); de Bouaké, de Man et de Korhogo (1962/63); de Daloa-Gagnoa, d'Odienné-Segoula, et du Sud-Est (1963/64)
11. Haute-Volta		1960/61 (nationale) 1969 (régionale, à passage unique, étude de la fécondité et de la mortalité); 1972/73 (enquête démographique nationale)		1956/57 (région de Lobi); 1963/64 (régions de Mossi et de l'Ouest)
12. Dahomey		1961 (nationale, à passage unique, 111 000 habitants); 1974 (nationale à passage unique, 240 000 ménages, devant suivre le recensement de 1973)		1965/66 (nationale, 3 000 ménages) : résultats pas encore publiés
13. Niger	1963/64 (enquête par objectifs multiples sur les nomades, portant sur les caractéristiques démographiques et sur le budget des ménages)	1959/60 (nationale sur les populations sédentaires, 71 000 personnes)		1961/62 (Niamey) 1962/63 (nationale portant sur l'ensemble des populations sédentaires, à l'exclusion de Niamey)

Sous-région et pays	Enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples	Enquêtes démographiques par sondage 1/10	Enquêtes agricoles par sondage 2/	Enquêtes sur le budget des ménages
	(1)	(2)	(3)	(4)
<u>Afrique de l'Ouest</u> (suite)				
14. Gambie		1972 (recensement pilote de la population à passage unique, 8 000 habitants pour les éléments d'informations concernant la fécondité)		1968/69 (Bathurst, 618 ménages, 2 visites seulement)
15. Guinée		1954/55 (nationale 239 000 personnes)		
16. Sierra Leone	1966-1970 : Enquêtes à objectifs multiples dans les provinces de l'Ouest, du Nord, du Sud et de l'Est. Portant sur le logement, la main-d'œuvre, les gains, les migrations et les dépenses du ménage	1969/70 (enquête nationale sur la fécondité, à passage unique, 5 952 femmes)		1960/61 (Freetown et 4 zones minières); 1967/68 (province de l'Ouest); 1968-1970 (province du Nord, du Sud, et de l'Est)
17. Libéria		Enquête continue depuis 1969 (enquête nationale sur l'accroissement démographique, 70 000 habitants)		1963 (ménages de salariés de Monrovia)
18. Ghana		1960 (enquête postérieure au dénombrement) 1966 (enquête nationale sur la population, 220 000 habitants); 1968-1970 (enquête nationale sur la fécondité, 150 000 ménages)	Enquêtes annuelles sur les superficies et le rendement avec prélèvement sur parcelles échantillons depuis 1965	1953-1957 (enquêtes urbaines à Accra, Akusé, Sekondi-Takoradi, Kumasi, enquêtes rurales dans la région d'Oda, Swedru et d'Asamankese); 1961 (enquête nationale); 1965-1968 (région de l'Est); 1974 (enquête nationale)
19. Togo		1961 (enquête démographique nationale) 1969/70 (étude nationale sur la fécondité, à passage unique, 5 000 femmes)	1962 enquête agricole	1964/65 (nationale)

Sous-région et pays	Enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples (1)	Enquêtes démographiques par sondage 1/ (2)	Enquêtes agricoles par sondage 2/ (3)	Enquêtes sur le budget des ménages (4)
<u>Afrique de l'Ouest</u> (suite)				
20. Nigéria	Depuis 1963/64 : enquêtes économiques rurales annuelles consistant en : a) une enquête agricole; b) une enquête sur l'élevage; c) une enquête sur la consommation rurale	1969-1972 (étude rurale locale sur la fécondité, à plusieurs passages) 1973 (enquête par sondage qui doit suivre le recensement de 1973)		1953-1958 (enquêtes urbaines dans 13 villes); 1956-1960 (enquêtes rurales dans certaine partie de la région de Nord, de l'Ouest et de l'Est) 1960-1967 (enquêtes urbaines dans 18 villes); 1960-1962 (enquêtes rurales dans les régions de l'Est et de l'Ouest); 1963/64-1970/71 (enquêtes économiques rurales annuelles de portée nationale)
<u>Afrique du Centre</u>				
21. République-Unie du Cameroun	En 1964/65, lors de l'enquête sur le niveau de vie à Yaoundé, des données ont été recueillies sur : I) la démographie : naissances, décès, migrations, etc.; II) le budget et les dépenses des ménages; III) les activités artisanales	1960-65 (Nord, Sud-Est, Ouest, Sud-Ouest) 1965-1967 (enquête à plusieurs passages à N'Gaoundéré)		1954 (région cacaoyère); 1961-1965 (Nord Cameroun, Adamaoua, région cacaoyère centrale); 1964/65 (Yaoundé)
22. Tchad		1964 (nationale non compris la région peuplée de nomades dans le Nord et Fort Lamy; 150 habitants par échantillon); 1970 (enquête régionale sur la fécondité, 1 600 familles); 1971/72 (enquête pilote).	1960/61, 1967-1969 (superficies); 1970/71 (superficies et rendement)	1965/66 (5 préfectures du Sud)

Sous-région et pays	Enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples	Enquêtes démographiques par sondage 1/	Enquêtes agricoles par sondage 2/	Enquêtes sur le budget des ménages
	(1)	(2)	(3)	(4)
Afrique du Centre (suite)				
23. République centrafricaine		1959/1960 (pays entier, à l'exclusion de Bangui et de l'Est; 40 000 habitants dans l'échantillon)		1959 (Canton de Miliki); 1960/61 (Ngoulouga); 1975 (? projet)
24. Gabon		1970 (enquête nationale à plusieurs passages sur l'accroissement démographique; 15 000 habitants dans l'échantillon)		1961/1962 (Libreville); 1962-1964 (régions de Woleu Ntem et de Ngounie); 1967/68 (Libreville)
25. Congo		1960/61 (pays entier, non compris Brazzaville et Pointe-Noire, 75 000 habitants); 1964 (Pointe-Noire, 12 000 habitants)		1958-69 (Pointe-Noire); 1962 (Vallée du Niari); 1965/66 (Brazzaville)
26. Zaïre		1967 (Kinshasa 90 ménages)	Prélèvements sur parcelles échantillons dans certaines zones pour les principales cultures marchandes (café, cacao, etc.) et les cultures alimentaires	Kinshasa (1959, 1963, 1968, 1969); Bukavu (1971, 296 ménages); Kisangani (?)
27. Guinée équatoriale				
28. Rwanda		1970 (principales zones urbaines, 30 000 habitants ?)		1955/56 (région centrale de l'ancien Rwanda-Urundi plus Shangugu, 1 240 ménages)
29. Burundi		1965 (pays entier, 64 000 habitants); 1960-71 (enquête pilote, 25 000 habitants)	Enquêtes agricoles dans quatre districts depuis 1967	1964 (Bujumbura groupes à faible revenu); 1965 (Bujumbura, fonctionnaires)

Sous-région et pays	Enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples (1)	Enquêtes démographiques par sondage 1/ (2)	Enquêtes agricoles par sondage 2/ (3)	Enquêtes sur le budget des ménages (4)
Afrique de l'Est				
30. Zambie		1969/70 (enquête régionale à passage unique sur l'accroissement démographique)		1953/54 (8 villes ferroviaires); 1960 (villes principales); 1966-1968 (9 villes)
31. Malawi		1970-1972 (enquête sur l'accroissement démographique, 7 500 ménages)	Enquête sur la gestion agricole depuis 1968	1965/66 (Blantyre/Limbe); 1968/69 (ensemble des villes et des domaines agricoles)
32. Madagascar	L'enquête nationale sur le budget et la nutrition en milieu rural de 1962 a porté sur les domaines suivants: I) Composition des ménages et fécondité des femmes; II) Consommation alimentaire et nutrition; III) Dépenses et recettes des ménages	1966 (enquête démographique, pays entier, 49 000 habitants); 1967/68 (enquête pilote sur l'enregistrement des faits d'état civil)	Enquêtes annuelles sur le riz, et le café	1961/62 (6 villes principales); 1961-1963 (enquête rurale nationale); 1968/69 (Tananarive 4 zones rurales)
33. Maurice				1961/62 (nationale)
34. République-Unie de Tanzanie		Enquête nationale démographique de 1973 avec un échantillon de 64 183 ménages, réalisée par l'Université de Dar es-Salaam (service de démographie)	Récensement annuel des grandes exploitations agricoles	Dar-es-Salaam (1950, 1956/57, 1963, 1965); Tanga, Mwanza, Zanzibar (zones urbaines, 1958-1962); 3 divisions administratives rurales (1961/62); région des lacs (1966); enquête nationale (1969/70)
35. Ouganda		1970 (enquête sur l'accroissement démographique dans deux villes - Iteso et Ankole)		Kampala (1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1957, 1964); Jinja (1951, 1952, 1965); Mbale (1950, 1958, 1967);

Sous-région et pays	Enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples	Enquêtes démographiques par sondage 1/	Enquêtes agricoles par sondage 2/	Enquêtes sur le budget des ménages
Afrique de l'Est(suite)	(1)	(2)	(3)	(4)
35. Ouganda (suite)				Fort Portal, Gulu (1960/61); région de Port of Uganda (rurale, 1962/63)
36. Kenya	<p>L'enquête de 1963/64 en Province centrale a été à objectifs multiples et a permis de réunir des renseignements, pendant de périodes de temps variables, sur</p> <p>i) Production, ventes et achats agricoles, utilisation des terres, élevage, etc;</p> <p>ii) Consommation alimentaire;</p> <p>iii) Dépenses des ménages;</p> <p>iv) Entreprises familiales;</p> <p>v) Composition de ménages, logement, santé, profession, emploi, migrations, etc.</p>	<p>1962 (enquête sur la population africaine rurale, sondage effectué en liaison avec le recensement de 1962);</p> <p>1969 (enquête sur les groupes africains urbains à faible revenu; 844 hommes et femmes)</p>	<p>Enquête annuelle sur le prix de revient des entreprises depuis 1958 et recensement annuel des exploitations agricoles importantes</p>	<p>1957/58 (Nairobi, domaine des Eastlands);</p> <p>1963/64 (Nairobi, province centrale)</p> <p>1968/69 (Nairobi, Mombasa, Kisumu)</p>
37. Somalie		Enquête démographique nationale par sondage (non compris les nomades) de 1973, qui faisaient partie des opérations de recensement		1966 (Mogadiscio, 600 ménages)
38. Ethiopie	<p>Enquête nationale par sondage (portant sur 12 provinces sur 14) : Premier passage : 1963-1967; Deuxième passage : 1968-1971. Des éléments d'information ont été recueillis sur les objets suivants :</p> <p>i) Population, naissances et décès;</p>	<p>1975 (enquête nationale à passage unique sur la fécondité, qui doit être organisée en même temps que le recensement)</p>	<p>Prélèvements occasionnels sur parcelles-échantillons</p>	<p>Addis-Abéba (1952/53, 1957-1959, 1963/64, 1968);</p> <p>Asmara (1963);</p> <p>Enquête économique rurale (nationale, à l'exception de l'Erythrée et du Balé) 1967/68, 1972/73</p>

Sous-région et pays	Enquêtes à objectifs multiples ou à objets multiples	Enquêtes démographiques par sondage 1/	Enquêtes agricoles par sondage 2/	Enquêtes sur le budget des ménages
	(1)	(2)	(3)	(4)
<u>Afrique de l'Est (suite)</u>				
Ethiopie (suite)	II) Bétail et volaille; III) Endettement rural; IV) Superficie et utilisation des terres; V) Production des cultures; VI) Mode de faire-valoir, travail saisonnier, stockage; VII) Régime de propriété et régime locatif des terres; VIII) Mesure de la superficie des champs.			
39. Botswana			Enquête sur la gestion des exploitations agricoles depuis 1967/68	1973/74 (enquête sur la distribution du revenu en milieu rural)
40. Lesotho		1971 : enquête démographique nationale (enregistrement des faits d'état civil par sondage joint à une enquête démographique) à plusieurs passages, 100 000 habitants).		1967-1969 (enquêtes dans les régions suivantes: Central Lowlands, Nord-Est, Montagnés et Sud) 1 801 ménages
41. Swaziland				

Notes : 1/ Non compris les recensements de population.

2/ Non compris les recensements agricoles par sondage. Bien que l'on sache que des enquêtes agricoles ont été souvent réalisées dans de nombreux pays d'Afrique, on ne dispose pas à l'heure actuelle de renseignements plus précis. Les renseignements fournis à la colonne 3 sur les différents pays sont donc incomplets.

3/ Les enquêtes sur la main-d'œuvre portant sur les ménages qui ont été réalisées dans les pays d'Afrique ne sont pas comprises dans cette liste, le nombre de pays ayant effectivement eu recours à des enquêtes de ce genre étant très restreint.